



25 mai 2022

(22-4001)

Page: 1/3

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

<b>1. Membre notifiant:</b> UNION EUROPÉENNE <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
<b>2. Organisme responsable:</b> Commission européenne  <b>Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de fax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné:</b>  Commission européenne, Point d'information de l'UE sur les OTC, Fax: +(32) 2 299 80 43, Courrier électronique: <a href="mailto:grow-eu-tbt@ec.europa.eu">grow-eu-tbt@ec.europa.eu</a> Site Web: <a href="https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tbt/fr/">https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tbt/fr/</a>
<b>3. Notification au titre de l'article 2.9.2 [ ], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [ ], 5.7.1 [ ], 3.2 [ ], 7.2 [ ], autres [X]:</b> La présente notification est présentée à des fins de transparence et ne préjuge pas la position de l'Union européenne en ce qui concerne l'applicabilité de l'Accord OTC aux mesures notifiées.
<b>4. Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Waste, as defined in Directive 2008/98/EC on waste.
<b>5. Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux transferts de déchets et modifiant les Règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 (COM(2021) 709 final); (120 pages, en anglais), (70 pages, en anglais)
<b>6. Teneur:</b> La proposition de règlement notifiée remplacerait l'actuel Règlement (CE) n° 1013/2006 concernant les transferts de déchets.  Le projet de règlement notifié établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination. Il établit les règles de procédure relatives au transfert des déchets au sein, au départ et à destination de l'Union ou transitant par celle-ci.  De nouvelles approches, qui ne figurent pas dans le règlement en vigueur, sont proposées: <ul style="list-style-type: none"><li>• Le passage à l'échange des informations et des documents procéduraux grâce à des moyens électroniques;</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De nouvelles règles qui obligeront les opérateurs économiques et les autorités publiques à vérifier que les déchets exportés depuis l'UE sont traités de manière durable dans les pays de destination. Concrètement, l'exportation de déchets non dangereux de l'UE vers des pays tiers non-membres de l'OCDE ne sera autorisée que si ces pays ont indiqué qu'ils étaient disposés à recevoir certains déchets et qu'ils étaient en capacité de le faire. En outre, les sociétés exportatrices seront tenues de veiller à ce que les installations dans les pays tiers auxquelles sont destinés leurs déchets aient fait l'objet d'un audit indépendant visant à vérifier que les déchets reçus sont gérés de manière écologiquement rationnelle. S'agissant des exportations vers les pays tiers membres de l'OCDE, un mécanisme de surveillance et une mesure de sauvegarde sont proposés pour éviter qu'une forte augmentation des exportations de déchets en provenance de l'UE ne crée des problèmes environnementaux ou de santé publique dans les pays de destination;</li> <li>• Une application plus stricte des règles concernant les transferts de déchets, y compris un rôle plus important pour l'Office européen de lutte antifraude (OLAF).</li> </ul>
7.	<p><b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> L'exportation de déchets peut entraîner de graves problèmes environnementaux ou de santé publique si elle n'est pas gérée de manière écologiquement rationnelle dans les pays de destination.</p> <p>Le projet de règlement notifié définit des mesures visant à protéger l'environnement et la santé humaine en prévenant ou en réduisant les incidences négatives pouvant résulter du transfert de déchets.</p> <p>Ces règles devraient également contribuer à faciliter la gestion écologiquement rationnelle des déchets, conformément à la hiérarchie des déchets établie à l'article 4 de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil 31, à réduire les incidences globales de l'utilisation des ressources ainsi qu'à améliorer l'efficacité de cette utilisation, ce qui est essentiel pour la transition vers une économie circulaire; à la protection de la santé ou de la sécurité des personnes; à la protection de l'environnement.</p>
8.	<p><b>Documents pertinents:</b></p> <p>Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (<i>J.O. L 190, 12.07.2006, pages 1 à 98</i>):</p> <p><a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1639747463586&amp;uri=CELEX%3A02006R1013-20210111">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1639747463586&amp;uri=CELEX%3A02006R1013-20210111</a></p> <p><i>Commission Staff Working Document - Impact Assessment Report accompanying the proposal</i> (disponible en anglais uniquement)</p> <p>Partie 1: <a href="https://ec.europa.eu/environment/document/download/4fcb9eb1-1202-4487-8ae6-79f3d62f94bd_en">https://ec.europa.eu/environment/document/download/4fcb9eb1-1202-4487-8ae6-79f3d62f94bd_en</a></p> <p>Partie 2: <a href="https://ec.europa.eu/environment/document/download/a1c9c476-022f-46c0-849a-09d0130dad22_en">https://ec.europa.eu/environment/document/download/a1c9c476-022f-46c0-849a-09d0130dad22_en</a></p> <p>Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives</p> <p><a href="#">EUR-Lex - 32008L0098 - FR - EUR-Lex (europa.eu)</a></p>
9.	<p><b>Date projetée pour l'adoption:</b> 4ème trimestre 2023</p> <p><b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Le nouveau règlement entrera en vigueur le vingtième jour suivant la date de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne et s'appliquera deux mois après publication.</p>
10.	<p><b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 90 jours à compter de la date de notification</p>

**11. Entité auprès de laquelle les textes peuvent être obtenus: point d'information national [ ] ou adresse, numéros de téléphone et de fax et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:**

Commission européenne,

Point d'information de l'UE sur les OTC,

Fax: + (32) 2 299 80 43,

Courrier électronique: [grow-eu-tbt@ec.europa.eu](mailto:grow-eu-tbt@ec.europa.eu)

Texte accessible via le site Web de l'UE sur les OTC: <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tbt/fr/>

[https://members.wto.org/crnattachments/2022/TBT/EEC/22\\_3681\\_00\\_e.pdf](https://members.wto.org/crnattachments/2022/TBT/EEC/22_3681_00_e.pdf)

[https://members.wto.org/crnattachments/2022/TBT/EEC/22\\_3681\\_01\\_e.pdf](https://members.wto.org/crnattachments/2022/TBT/EEC/22_3681_01_e.pdf)